



COMMUNIQUE DE PRESSE
Toulouse, le 04/12/18 à 15h00

Mobilisations dans les lycées de l'académie de Toulouse

Les lycéens de notre académie se mobilisent de plus en plus largement depuis vendredi. Le SNES-FSU condamne sans aucune ambiguïté les violences et dégradations volontaires sur la voie publique, mais constate qu'elles ne sont pas toujours le fait de lycéens. Il dénonce aussi les interventions parfois sans nuance des forces de police, et condamne toute les formes de pression voire de répression dont sont déjà victimes certains lycéens.

Le SNES-FSU n'est cependant pas étonné de la contestation par la jeunesse des réformes en cours, et plus particulièrement celle du lycée, du baccalauréat, et de Parcoursup, car elles constituent, chacune à sa manière, les outils d'un tri social brutal et injuste que nous dénonçons depuis plus d'un an.

Les premiers bilans de Parcoursup produits par le Rectorat révèlent par exemple un taux d'acceptation des affectations proposées par la nouvelle plate-forme en baisse de près de 8 points par rapport à APB (de 82% à 74%), qui montre bien qu'ils sont écartés de leurs souhaits de poursuite d'études.

La réforme du lycée suit une logique plus sélective et une spécialisation plus précoce qu'aujourd'hui, et renvoie la responsabilité des choix de parcours et d'éventuelles impasses dans l'orientation aux élèves et leurs familles, sans visibilité sur les attentes des formations supérieures.

La consultation qui s'achève sur les programmes censés entrer en vigueur à la prochaine rentrée en Seconde et Première, montre de fortes exigences dans les apprentissages, sans prévoir les conditions d'un accompagnement des élèves les plus fragiles.

L'impréparation du ministère et sa volonté d'aller vite pour étouffer toute contestation met les personnels dans l'incapacité de répondre aux lycéens et leurs familles, et génère angoisse et incertitudes chez les lycéens et leurs familles.

Depuis plus d'un an, le SNES-FSU combat aussi ces réformes et leur logique d'exclusion et de sélection, qui tourne le dos à ses proposition de démocratisation réussie des études en lycée.

La participation très significative à la grève du 12 novembre a traduit un mécontentement profond de la profession, contre les suppressions de postes, mais aussi contre ces réformes. Depuis, le refus de ce système qui dégrade aussi les conditions de travail en augmentant la pression sur les collègues, dégrade la relation pédagogique, multiplie les évaluations dans le cadre du nouveau baccalauréat, continue de s'exprimer dans le Second degré et particulièrement en lycées. Des interpellations, vœux et motions adoptés dans les Conseils d'Administration, se multiplient depuis un mois (voir notre site https://toulouse.snes.edu/spip/spip.php?page=article&id_article=1318), souvent soutenus par les élèves et des représentants des parents d'élèves.

Le SNES-FSU Toulouse appelle les personnels à se réunir en assemblées générales, dans les établissements et les bassins de formation, pour définir les formes d'action envisageables. Il a déposé ce jour des préavis de grève pour les deux semaines à venir.

Le SNES-FSU Toulouse appelle enfin le ministre de l'Education nationale, et le gouvernement, à entendre la colère qui s'exprime et à renoncer à ses réformes qui se font contre les lycéens et contre le corps enseignant. La journée d'action du 19 décembre, programmée depuis un mois, est d'ores et déjà à mettre à son actif, pour permettre une expression forte et dans un cadre démocratique des collègues. D'autres formes d'action pourront être envisagées d'ici là.